

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

Tables de l'année 2012

Au sommaire :

Table des
articles, notes,
conclusions et
avis classés par
noms d'auteurs

I à V

Table
alphabétique
des matières

VI à XXVII

Table
chronologique de
la jurisprudence

XXVIII à XXX

DOCTRINE

Thierry Durand : Le salarié investi d'un mandat extérieur à l'épreuve de la schizophrénie patronale : la Chambre sociale de la Cour de cassation confirme le diagnostic erroné du Conseil constitutionnel.

Francis Meyer : La nature juridique des interventions du médecin du travail.

JURISPRUDENCE

Voir notamment

Déjouer l'instrumentalisation de l'obligation de discrétion des élus du personnel.

Tribunal de grande instance de Lyon (référé) 9 juillet 2012 – Note Arnaud Mazières et Claudy Ménard (p.22)

De la procédure d'élaboration du règlement intérieur et des conséquences de son non-respect.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 mai 2012 – Note Christelle Varin (p.26)

Exigence de double majorité du protocole préelectoral : notion de syndicat intéressé et portée de la saisine de la Directe.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 septembre 2012 – Note Pascal Rennes (p.30)

Droit d'auteur : la création des salariés au risque de l'œuvre collective.

Cour d'appel de Paris (P.5 ch.2) 14 septembre 2012 – Note Camille Dorignon (p.38)

Travailleurs étrangers et précarité du contrat de travail : le référé prud'homal au soutien de la revendication collective !

Conseil de prud'hommes de Annemasse (référé) 9 août 2012 – Note Hervé Guichaoua (p.44)

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Droit administratif du travail par Manuela Grévy.

Droit social européen par Valérie Lacoste-Mary.



JANVIER 2013

Doctrine :

Le salarié investi d'un mandat extérieur à l'épreuve de la schizophrénie patronale : la Chambre sociale de la Cour de cassation confirme le diagnostic erroné du Conseil constitutionnel par Thierry Durand , Conseiller prud'homme	1
La nature juridique des interventions du médecin du travail par Francis Meyer , Maître de conférences, Institut du travail, Université de Strasbourg	12

Jurisprudence :

COMITÉ D'ENTREPRISE – Attributions économiques – Consultation sur des suppressions d'emploi – Obligation de discrétion – Étendue – Contestation.	
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE LYON (Référé) 9 juillet 2012	22
Note Claudy Ménard et Arnaud Mazières	23
CONTRAT DE TRAVAIL – Définition du rapport salarial – Subordination – Associé unique.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 11 juillet 2012	25
Note	25
DROIT DISCIPLINAIRE – Règlement intérieur – Consultations préalables des représentants du personnel – Communication à l'inspecteur du travail – Défaut – Conséquence – Licenciement privé de cause réelle et sérieuse.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 9 mai 2012	26
Note Christelle Varin , Maître de conférences à l'Université Grenoble-2, Membre du Centre de Recherches Juridiques	27
ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES – Dépôt des listes de candidats – Délégué syndical – Nécessité d'un mandat exprès de son organisation – Absence de réclamation de ce mandat, ni contestation par l'employeur au moment de ce dépôt – Régularité des élections (oui) – Validité des désignations (oui).	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 26 septembre 2012	30
Note Pascal Rennes	30
ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES – Protocole d'accord préélectoral – Validité – Condition de double majorité – Syndicats ayant quitté les négociations – Effets de la saisine de l'autorité administrative préalable aux élections – Suspension des opérations électorales et prorogation automatique des mandats.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 26 septembre 2012	31
Note Pascal Rennes	32
ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES – Vote électronique – Accord collectif – Expertise indépendante.	
TRIBUNAL D'INSTANCE DE BREST 7 juin 2012	34
Note Matthieu Jantet-Hidalgo , Élève Avocat	35
PROTECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL – Conseiller prud'homme – Mise à la retraite – Connaissance de l'existence du mandat par l'employeur – Preuve à la charge du salarié – Moment.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 14 septembre 2012	37
Note	38
SALAIRE ET RÉMUNERATION – Droit d'auteur – Création de salariés – Dessins de joaillerie – Œuvre collective (oui) – Caractérisation – Cadre contraignant et défaut d'autonomie.	
COUR D'APPEL DE PARIS (P.5 – ch.2) 14 septembre 2012	38
Note Camille Dorignon , Juriste en propriété intellectuelle	42

TRAVAILLEUR ÉTRANGER – Travail saisonnier – Demande d'autorisation de travail par l'employeur – Communication à l'administration d'un contrat différent de celui signé ensuite entre les parties – Introduction d'une période d'essai – Mouvement collectif portant des revendications salariales – Rupture de l'essai – Inopposabilité au salarié du second contrat – Réintégration.

CONSEIL DE PRUD'HOMMES D'ANNEMASSE (Référé) 9 août 2012	44
Note Hervé Guichaoua , Directeur du travail	48

Chroniques jurisprudentielles :

DROIT ADMINISTRATIF DU TRAVAIL Décisions sélectionnées et commentées par **Manuela Grévy**, Maître de conférences à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne

PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Désignation – Concomitance – Convocation à entretien préalable au licenciement.

CONSEIL D'ÉTAT, 23 décembre 2011	49
Note	49

DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL ET COMITÉ D'ENTREPRISE – Établissement distinct – Décision administrative – Acte préparatoire aux élections – Contentieux administratif et judiciaire.

CONSEIL D'ÉTAT, 31 mai 2012	50
Note	51

PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Déplacement d'office – Référé – Suspension – Urgence – Droit syndical.

CONSEIL D'ÉTAT, 4 juin 2012	53
Note	54

CONVENTION ET ACCORD COLLECTIFS – Négociation collective – Organisation syndicale exclue d'une étape essentielle – Arrêté d'extension – Nullité.

CONSEIL D'ÉTAT, 4 juillet 2012	55
Note	55

DROIT SOCIAL EUROPÉEN Extraits de décisions sélectionnées et commentées par **Valérie Lacoste-Mary**, Maître de Conférences, Université Montesquieu-Bordeaux IV, Directrice de l'Institut du travail de Bordeaux, COMPTRASEC UMR CNRS 5114

CONTRAT DE TRAVAIL – Contrat à durée déterminée (Directive 99/70 et accord cadre du 18 mars 1999) – Transformation en CDI – Secteur public (loi n° 2005-843) – Condition – Reprise à l'identique des clauses principales figurant dans le contrat précédent – Limites.

CJUE 8 mars 2012	57
Note	58

DISCRIMINATION – Régime de la preuve – Accès de la personne s'estimant discriminée aux informations nécessaires au succès de sa prétention – Refus du détenteur – Portée.

CJUE, 19 avril 2012	60
Note	61

DISCRIMINATION – Âge – Mise à la retraite – Justification – Objectif d'emploi des jeunes – Incomplétude de la pension de retraite – Recours au CDD.

CJUE, 5 juillet 2012	62
Note	63

Connectez-vous au site du Droit Ouvrier, vous y trouverez de nombreux renseignements utiles : articles en libre consultation, annonces de colloques et débats, etc.

<http://sites.google.com/site/droitouvrier>